



Answering
tomorrow's
challenges
today

Martinique

**Étude sur les conditions de vie
et l'accès à certains besoins
fondamentaux dans les régions
ultrapériphériques de l'UE**

DEMANDE DE SERVICES 005 Sous contrat-cadre
2020CE160AT013

1.0 Principales structures économiques et sociales de la région

- ▶ **Spécificités de la région** : la Martinique est une île des Caraïbes, appartenant à l'archipel des Petites Antilles. La Martinique est une collectivité territoriale unique¹ divisée en 4 arrondissements, 45 cantons et 34 communes. L'île présente un relief montagneux et est exposée à de multiples risques naturels, notamment les tremblements de terre, les tsunamis, les éruptions volcaniques, les cyclones tropicaux, les érosions côtières et les glissements de terrain. La Martinique bénéficie d'un climat tropical avec deux saisons : une saison sèche de janvier à mai et une saison humide de juin à décembre. L'économie du sud de l'île est axée sur le tourisme, tandis que l'agriculture domine au nord². Malgré sa petite taille (1 080 km²) et une population en déclin³, l'île reste densément peuplée, avec environ 377 000 habitants⁴. La région est inégalement habitée, car la topographie de certaines parties de l'île - en particulier dans le nord - est moins favorable, ce qui entraîne une concentration de la population dans le centre, avec environ 42 % des résidents vivant dans la Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique⁵. Au contraire, l'offre touristique a tendance à être centralisée dans le sud. En outre, la population connaît une diminution moyenne de 1 % par an depuis 2014, en raison d'une baisse du nombre d'arrivées et d'une augmentation des émigrations⁶. Cette tendance, associée au vieillissement de la population, affecte l'adaptabilité de la politique du logement de la Martinique face à ces besoins changeants⁷. On estime que, d'ici 2030, 40 % de la population aura 60 ans (ou plus)⁸. La proportion de la population vivant en dessous du seuil national de pauvreté (28,6 %) reste toujours deux fois plus élevée que celle de la France métropolitaine (14,1 %)⁹.
- ▶ **L'eau et l'assainissement**, ainsi qu'un **logement adéquat**, ont été définis comme les **principaux besoins fondamentaux** à analyser en Martinique. Les **faits et chiffres clés** sur l'accès global à ces deux besoins, développés dans cette fiche, sont résumés ci-dessous.



Figure 1. Carte de la Martinique.
Source : DG REGIO

- ▷ **Domaine clé 1 « Eau et assainissement »**. Près de 95 % de la population a accès à l'eau potable¹⁰. Néanmoins, les fuites dans les réseaux, le vieillissement des infrastructures et les conditions géographiques empêchent une distribution efficiente de l'eau et un accès universel. On estime qu'environ la moitié de l'eau potable produite est perdue lors de la distribution. La prévalence de systèmes de traitement des eaux usées non conformes présente des risques pour l'environnement et la santé¹¹.
- ▷ **Domaine clé 2 « Logement adéquat »**. Le taux de résidences suroccupées¹², ainsi que le nombre de logements équipés et alimentés en services fondamentaux, suivent une tendance positive. En outre, le nombre de logements sociaux a augmenté alors que la population a diminué¹³. Cependant, 24 419 logements sont considérés comme « dégradés » et les logements insalubres constituent une préoccupation.

2.0 Eau et assainissement

2.1 Accès à l'eau potable et à l'assainissement en Martinique

2.1.1 Conditions existantes pour répondre aux besoins et principaux facteurs limitant l'accès

Conditions existantes

- ▶ En Martinique, la **géographie** est un facteur important qui affecte l'accès à l'eau et à l'assainissement. Malgré une pluviométrie annuelle moyenne abondante estimée à plus de 2 milliards de m³ par an¹⁴, la gestion des ressources hydriques peut s'avérer difficile en raison d'une répartition inégale des sources d'eau. 94 % de l'eau provient des rivières, avec environ 60 % provenant d'une seule rivière - la Lézarde, tandis que 6 % proviennent des eaux souterraines. Le captage de l'eau est principalement réalisé dans le nord de l'île où quatre communes (Saint-Joseph, Gros-Morne, le Lorrain et Fort-de-France) fournissent à elles seules 85 % de l'eau potable de la Martinique¹⁵. Cependant, la consommation d'eau est concentrée dans les parties centrales et méridionales. En outre, la topographie complexe de l'île tropicale, associée à une forte densité de population, rendent la Martinique particulièrement vulnérable aux conditions météorologiques telles que

les sécheresses. Contrairement à la France métropolitaine, la majeure partie de l'eau récoltée est utilisée à des fins domestiques.

- ▶ Globalement, environ 95 % de la population bénéficie d'un accès à l'eau potable¹⁶. Le nombre estimé d'habitants desservis est resté pratiquement inchangé entre 2014 (375 818 habitants) et 2020 (308 534 habitants)¹⁷. Cependant, la **consommation moyenne d'eau** par usager a augmenté de 169,02 m³ en 2014 à 298,39 m³ en 2020¹⁸. Le volume domestique comptabilisé par habitant desservi a également augmenté au cours de cette période¹⁹.
- ▶ En ce qui concerne l'**accessibilité financière**, bien que le prix moyen de l'eau pour 120m³ ait connu une baisse entre 2014 (2,95 €/m³) et 2020 (2,64 €/m³)^{20,21} il demeure supérieur à la moyenne nationale de 2,11 €/m³ (hors coût de l'assainissement pour les ménages raccordés à un réseau collectif)²². Par ailleurs, le taux de factures d'eau impayés de l'année précédente a presque doublé entre 2014 (5,4 %) et 2020 (10,77 %) ²³. Cette situation est particulièrement préoccupante dans une île où 28,6 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté national²⁴. Cette réalité, couplée à des taux d'inflation élevés^{25,26}, impose une charge disproportionnée sur le budget des ménages.
- ▶ La **qualité de l'eau** suit une tendance positive. La conformité des prélèvements d'eau distribuée réalisés pour le contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité microbiologique ²⁷ est passée de 98,47 % (2014) à 100 % (2020)²⁸. De même, le respect des limites de qualité physico-chimique²⁹ a augmenté de 16,43 % à 27,16 % au cours de la même période³⁰. L'évolution en matière de protection des ressources en eau est également positive, passant de 97,56 % (2014) à 100 % (2020)³¹. Bien que légèrement en dessous de la moyenne nationale de 76 %, environ 72 % des captages d'eau sont protégés³², indiquant que des périmètres de protection ont été désignés autour des installations de captage d'eau. Cela démontre que des efforts supplémentaires ont été entrepris par des entités publiques et privées pour préserver l'infrastructure de l'eau.
- ▶ D'un point de vue **administratif**, trois communautés d'agglomération³³ assurent la production, la distribution et la gestion de l'eau et de l'assainissement : le Centre de la Martinique (CACEM), le Pays Nord Martinique (CAPNM) et l'Espace Sud (CAESM). Elles ont délégué l'exploitation et l'entretien des ouvrages d'eau potable à des opérateurs privés comme la Société Martiniquaise des Eaux (SME) pour l'Espace Sud et le Cap Nord, ou à un opérateur communautaire comme la Régie Communautaire de l'Eau et de l'Assainissement (ODYSSI) pour la CACEM³⁴.
- ▶ Depuis 2016, le **plan d'actions pour les services d'eau potable et d'assainissement** (connu sous le nom de Plan Eau DOM) est le principal **cadre politique** pour intervenir dans le domaine de l'eau au sein des régions ultrapériphériques françaises, car il soutient les autorités locales dans l'amélioration des services d'eau potable et d'assainissement, en renforçant leurs capacités techniques et financières. Depuis 2020, une série de plans (au niveau de l'État et de la région) ont été mis en place pour financer jusqu'à 100 % des opérations. Par ailleurs, en tant que cadre stratégique majeur pour la gestion de l'eau, le **Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux** (SDAGE) de Martinique a été approuvé en 2022. D'une manière générale, le Plan national de relance et de résilience (PNRR) (2021) se concentre sur la mise en œuvre du Plan Eau DOM et sur l'amélioration de la résilience de l'approvisionnement en eau potable. Dans les DOM, les fuites d'eau dans les réseaux sont si importantes que les besoins fondamentaux en eau potable ne peuvent plus être satisfaits³⁵.
- ▶ En termes de **programmes de financement et d'investissements** pertinents, le Fonds européen de développement régional (FEDER) et le programme 2021-2027 du Fonds social européen+ (FSE+) pour la Martinique comprennent un objectif spécifique visant à favoriser l'accès à l'eau et la gestion durable de cette ressource, avec une allocation prévue de près de 26 millions d'euros³⁶. À titre illustratif, le projet CARIBSAN³⁷, qui vise à promouvoir le traitement des eaux usées au moyen de zones humides de traitement dans toute la région des Caraïbes, a reçu un financement provenant du FEDER Interreg (75 %), des offices de l'eau de la Martinique et de la Guadeloupe, ainsi que de l'Agence française de développement³⁸. Par ailleurs, le PNRR français pour 2021-2026³⁹ a affecté 50 millions d'euros aux territoires français d'outre-mer⁴⁰, en particulier la Guyane française, les Antilles (incluant la Martinique) et Mayotte, afin de rénover les réseaux d'eau et d'assainissement et d'améliorer la production d'eau potable.
- ▶ Au niveau national, les régions françaises ont accès aux subventions et aux prêts de l'Agence française de développement et de la Caisse des dépôts et consignations pour la production d'eau potable⁴¹. De plus, des financements ont été mis à disposition par le gouvernement français dans le cadre des contrats de convergence et de transformation, ainsi que du Plan eau DOM⁴². L'administration régionale, dont l'Office de l'eau Martinique⁴³, offre des financements tels que le programme pluriannuel d'intervention (2017-2022, doté d'un budget prévisionnel global de 70 millions d'euros) et le système de financement de l'assainissement des particuliers qui couvre 30 % du coût des travaux de raccordement en propriété privée.

Facteurs contraignants

La région est confrontée à divers défis qui limitent partiellement l'accès à ce besoin fondamental ou qui sont susceptibles de le faire à l'avenir.

- ▶ Le **changement climatique** augmente la probabilité, la fréquence et la gravité des phénomènes météorologiques extrêmes. Les périodes de sécheresses prolongées exercent une pression supplémentaire sur les ressources disponibles, tandis que les fortes précipitations entraînent souvent l'arrêt des usines de production d'eau potable en raison de la turbidité de l'eau. Il est crucial de remédier à la répartition inégale de l'eau sur le territoire et entre les saisons sèches et humides. Les tremblements de terre et les cyclones causent des dommages considérables aux infrastructures et déclenchent souvent des glissements de terrain, perturbant les services d'eau et d'assainissement. En raison de son relief montagneux et de sa vulnérabilité aux cyclones et à la montée du niveau de la mer, la Martinique est régulièrement confrontée à des inondations côtières, à l'érosion et à des glissements de terrain⁴⁴ qui endommagent les réseaux d'approvisionnement en eau.

Sécheresse en Martinique

En 2020, au moment de l'éclatement de la crise de la COVID-19, la Martinique a fait face à une grave pénurie d'eau. Les habitants de l'île ont subi des coupures d'eau régulières, principalement attribuées à une combinaison de conditions de sécheresse et de défaillance des infrastructures hydrauliques. En mars 2020, le mois le plus sec de l'année, la région a connu une pénurie encore plus aiguë que d'habitude⁴⁵.

- ▶ La **multiplicité des acteurs**, notamment les producteurs, les distributeurs et les opérateurs, complexifie le processus de gestion de l'eau, particulièrement en termes de coordination. Les pratiques de **transparence et de responsabilité** ne sont pas largement mises en œuvre, et des événements récents ont eu un impact négatif sur la confiance des citoyens dans les organismes de gestion de l'eau⁴⁶.
- ▶ La Martinique a également été confrontée à des **problèmes de pollution de l'eau** notamment par des pesticides interdits depuis des années comme le chlordécone. Par exemple, l'unité de production Vivé au Lorrain a dû être équipée d'un système de traitement au chlordécone, augmentant le coût par m³ produit. De faibles concentrations de ce pesticide ont encore été détectées dans les points de captage d'eau en 2020⁴⁷.
- ▶ En ce qui concerne l'**état des infrastructures d'eau**, le taux de renouvellement moyen des réseaux d'eau potable a diminué entre 2014 (0,74 %) et 2020 (0,15 %) ⁴⁸. Bien que la fréquence des interruptions de service non programmées ait diminué de 11,87 % à 7,76 % entre 2014 et 2016, elle a de nouveau augmenté pour atteindre 15,08 % en 2020⁴⁹⁵⁰. Les interruptions de service restent fréquentes, en particulier dans les communes du centre-sud et de Schoelcher. Les causes incluent les glissements de terrain, les sécheresses, le vieillissement des infrastructures et le manque d'investissements dans l'entretien et la rénovation. On estime qu'environ 500 km de réseaux de distribution (canalisations), datant principalement des années 1970-1980, devront être réparés à court terme, ce qui nécessitera des investissements importants⁵¹⁵².
- ▶ Concernant les **pertes d'eau**, l'indice linéaire de perte en réseau (m³/km/jour) s'est amélioré de 16,4 à 11 entre 2014 et 2020⁵³. Malgré cette amélioration, seulement 50 % de l'eau prélevée à des fins de consommation est facturée en Martinique et environ la moitié de l'eau potable est perdue lors de la production et de la distribution⁵⁴.
- ▶ En ce qui concerne l'assainissement, seulement 40 % de la population martiniquaise est raccordée à un **réseau public d'égouts**. Les installations existantes sont en mauvais état, seules 48 stations sur 112 étaient conformes aux exigences de performance en 2019⁵⁵. En Martinique, il y a une sur-représentation de très petites stations d'épuration avec une faible capacité de traitement⁵⁶. Les 60 % restants de la population sont raccordés à un système d'assainissement privé, dit autonome ou individuel⁵⁷. Le fonctionnement de ces systèmes d'assainissement individuels peut être problématique car ils ne sont pas toujours conformes aux normes ou sont mal entretenus, créant ainsi des risques sanitaires. Par exemple, ces systèmes peuvent entraîner la prolifération de moustiques qui transmettent de nombreuses maladies⁵⁸. Dans certains cas, des eaux non traitées sont rejetées dans l'environnement⁵⁹, nuisant à celui-ci⁶⁰.

3.0 Logement adéquat

3.1 Accès à un logement adéquat en Martinique

3.1.1 Conditions en place pour répondre aux besoins et principaux facteurs limitant l'accès

Conditions en place

- ▶ **L'habitabilité** s'est améliorée, comme en témoigne la réduction du taux de suroccupation des résidences principales, passant de 12 % (2009) à 7,8 % (2020)⁶¹. Cependant, les taux de propriétaires ont stagné entre 2009 et 2020, en raison des faibles revenus limitant l'accès à la propriété, avec un taux d'environ 54 %, inférieur à la moyenne nationale de 63,6 %⁶². Le niveau de vie médian ou revenu disponible équivalent de la population martiniquaise est de 18 570 € par an, soit 15 % de moins que la médiane nationale⁶³. La baisse suivie par la stagnation des taux d'accession à la propriété peut être attribuées à la Politique de résorption de l'habitat insalubre (RHI) spécifique à la Martinique. Cette politique visait à soutenir les ménages dans leur déménagement depuis des logements de mauvaise qualité vers des habitations répondant aux normes d'hygiène, impliquant souvent la démolition de cases traditionnelles. En conséquence, de nombreux propriétaires sont devenus locataires⁶⁴. Par ailleurs, le nombre de résidences principales diminue alors que les résidences secondaires et les logements vacants se multiplient, avec un taux d'inoccupation presque deux fois supérieur à la moyenne nationale (15 % contre 8 %)⁶⁵.
- ▶ En revanche, le nombre de **logements sociaux** pour 10 000 habitants a augmenté de 10 % (2018-2022). En 2020, le nombre de demandes de logements sociaux ouvertes s'élevait à 11 800 et, bien que la population ait diminué, la demande a augmenté de 9 % entre 2013 et 2019⁶⁶. Cet écart entre la demande et l'offre est étroitement lié à une rotation faible du parc social existant et à une diminution de la production locative sociale⁶⁷. Le profil des demandeurs présente des tendances communes : une moyenne d'âge plus élevée caractéristique d'une population vieillissante, des ménages monoparentaux ou constitués d'une seule personne et un profil encore plus paupérisé que la moyenne nationale. En outre, la majorité des demandes sont motivées par l'absence d'un logement propre afin de s'affranchir d'arrangements de logement temporaire ou de tiers (comme la famille)⁶⁸.
- ▶ En ce qui concerne **l'accessibilité financière**, le loyer moyen par mètre carré de surface habitable était de 5,72 en 2021, inférieur à la moyenne nationale de 6,05⁶⁹. Cependant, le niveau de vie médian de la population martiniquaise est en dessous de la norme nationale par 15 %⁷⁰.
- ▶ En termes de **typologie de logement**, la proportion des logements en dur a augmenté, passant de 94,4 % en 2009 à 95,4 % en 2020. Toutefois, la part des ménages construits en bois a aussi légèrement augmenté, passant de 3,2 % (2009) à 3,4 % (2020)⁷¹. Au cours de la même période, le nombre d'habitations de fortune et de cases traditionnelles a diminué, atteignant des valeurs respectives de 0,8 % et 0,4 %⁷². Les **installations** électriques sanitaires sont présentes dans presque 100 % des ménages. La présence d'une pièce climatisée est devenue plus fréquente passant de 18,40 % à 29,7 % de 2009 à 2020⁷³.
- ▶ D'un point de vue **administratif**, la politique du logement relève de la compétence de l'État et s'inscrit dans le cadre du deuxième **Plan logement outre-mer 2019-2022**, prolongé jusqu'en 2023⁷⁴. À un niveau territorial plus local, le principal document pour formuler une stratégie en matière de logement à l'échelle de la communauté d'agglomération est le **programme local de l'habitat (PLH)**⁷⁵⁷⁶. Le Plan intercommunal de lutte contre l'habitat indigne (PILHI) est un outil clé pour réduire le nombre de logements insalubres et est utilisé par les trois communautés d'agglomération⁷⁷. Enfin, le **Plan séisme Antilles**, élaboré en 2007, vise à assurer l'adaptation des logements au risque sismique⁷⁸.
- ▶ Parmi les **programmes de financement et d'investissements**, la ligne budgétaire unique (LBU) du gouvernement national est une cellule de financement du logement qui examine les demandes de financement, valide les plans de financement en collaboration avec les opérateurs et autres investisseurs, certifie les factures et effectue les paiements. Celle-ci est gérée par la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL) de la Martinique⁷⁹. Les mesures fiscales, les subventions et les prêts d'Action Logement et de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH)⁸⁰ sont également des outils de la politique de l'État en faveur du logement social. La Banque des territoires apporte aussi des financements sous forme de prêts et d'investissements de capitaux⁸¹. Le programme gouvernemental « Action cœur de ville »⁸² soutient les villes de Fort-de-France et Le Lamentin à développer leur centre, tandis que l'initiative « Petites villes de demain »⁸³ soutient les communes plus petites⁸⁴. En outre, le Fonds français de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM) finance des mesures de prévention des risques⁸⁵.

- ▶ Au niveau de l'UE, le programme FEDER-FSE+ 2021-2027 pour la Martinique prévoit d'investir 9,5 millions d'euros pour améliorer les infrastructures de logement⁸⁶ et 20 millions d'euros pour soutenir l'accès égal et rapide à des services accessibles financièrement, durables et de qualité. Cela implique des services favorisant l'accès au logement, la modernisation des systèmes de protection sociale, y compris la facilitation de leur accès, avec un accent particulier sur les enfants et les groupes défavorisés⁸⁷. InvestEU⁸⁸ et le PNRR français pour 2021-2026⁸⁹ offrent des subventions et des outils financiers pour augmenter l'accès au logement et l'améliorer, y compris les espaces destinés aux personnes âgées. Enfin, le PNRR français se concentre également sur la protection des fenêtres contre le rayonnement solaire et sur le remplacement des climatiseurs existants afin d'en améliorer l'efficacité⁹⁰.

Facteurs contraignants

La région est confrontée à divers défis qui limitent partiellement l'accès à ce besoin fondamental ou qui sont susceptibles de le faire à l'avenir.

- ▶ Le **parc de logements sociaux vieillissant** et nécessitant des réparations, devenant ainsi moins adapté aux besoins de la population. Environ 3,8 % du parc de logements sociaux reste inoccupé, dépassant la moyenne nationale de 2,7 %. De plus, des obstacles administratifs entravent l'accès, comme en témoigne le fait que le délai d'attente moyen pour l'attribution d'un logement social est de 15 mois⁹¹. En outre, le taux de rotation résidentiel du parc social est faible. Cela suggère que les ménages ont tendance à rester plus longtemps dans leur logement social libérant ainsi moins de logements. Bien qu'un tiers du parc immobilier soit assez récent⁹², près de la moitié des logements sociaux ont été construits entre 1980 et 1999⁹³, et les habitations montrent un besoin accru de rénovation. Les conditions climatiques locales et l'humidité élevée accélèrent souvent la détérioration des logements. Les changements démographiques influent également sur le logement social, car la plupart des logements sont actuellement destinés aux familles. Cependant, il existe un besoin croissant d'unités plus petites (représentant seulement 5 % du parc)⁹⁴, ce qui nécessiterait une restructuration des résidences plus grandes.
- ▶ Outre la **pénurie de terrains** qui entrave le développement de nouveaux logements, la Martinique est également confrontée à des difficultés en matière de gestion foncière. La **propriété foncière est particulièrement complexe** en raison de la prévalence croissante des accords de copropriété affectant 40 % des terrains privés⁹⁵. Cela complique l'entretien des propriétés et constitue un obstacle au développement d'une offre de logement suffisante dans la région.
 - ▶ Malgré l'amélioration apportée aux infrastructures de logement, l'**habitat indigne** reste une préoccupation selon les données de 2019 recueillies par la DEAL de la Martinique : 24 419 logements dégradés, dont la qualité globale est jugée médiocre ou très médiocre selon les critères relatifs au caractère architectural de l'immeuble, à la qualité de la construction, aux équipements de l'immeuble et du logement⁹⁶. 42,6 % des logements dégradés de l'île sont situés dans la *Communauté d'agglomération du centre de la Martinique*⁹⁷. Environ 12 % des demandeurs de logement social justifient leur demande par les conditions indignes de leur logement actuel, contre 7 % au niveau national⁹⁸.
- ▶ **Les problèmes de confort** et autres défauts persistent. Par exemple, la présence d'une propriété voisine à moins de 10 mètres⁹⁹ et l'humidité sont parmi les problèmes souvent évoqués¹⁰⁰. Ce dernier point pourrait s'expliquer en partie par le climat tropical de l'île. De plus, l'humidité de la maison pourrait avoir un impact négatif sur la santé¹⁰¹.

4.0 Mesures d'atténuation et recommandations

Besoins identifiés dans le Domaine clé 1 : accès à l'eau et à l'assainissement

COMBINER LE STOCKAGE ET LES RESSOURCES HYDRIQUES ALTERNATIVES AFIN D'ACCROÎTRE LA FIABILITÉ DE L'EAU ET D'ASSURER UNE DISTRIBUTION ÉQUITABLE

- ▶ Explorer l'utilisation de sources d'eau autres que les celles de surface, y compris les **eaux souterraines** (qui ne représentent actuellement que 6 % de l'eau), pour réduire la pression exercée sur les eaux de surface.
- ▶ Étudier les possibilités d'augmentation de la **capacité de stockage** des réservoirs existants, ce qui permettrait d'économiser l'eau pour les périodes plus sèches et de s'adapter aux conditions climatiques. Cela pourrait être particulièrement utile pour l'irrigation en stockant l'eau pompée pour une utilisation ultérieure.
- ▶ Mettre en place et améliorer les **interconnexions** entre les différents réseaux d'eau et les installations de stockage permettant de mobiliser différentes ressources et de compenser les pénuries par des transferts d'eau.

METTRE EN CONFORMITÉ DES INSTALLATIONS COLLECTIVES DE TRAITEMENT DES EAUX USEES ET AUGMENTER LE TAUX DE COUVERTURE

- ▶ Renforcer les **diagnostics** pour activer les travaux d'**extension et de réhabilitation** des réseaux d'assainissement.
- ▶ Aider les **ménages à se raccorder au réseau public d'assainissement** en promouvant les subventions existantes offertes par l'Agence nationale de l'habitat (ANAH), les communautés d'agglomération et la caisse d'allocations familiales (CAF) entre autres.

- ▶ Mettre en œuvre des **opérations de réhabilitation pour l'assainissement non collectif**, en donnant la priorité aux zones présentant des problèmes de santé et environnementaux.

DÉCONTAMINER LES COURS D'EAU POLLUÉS PAR LE CHLORDÉCONE

- ▶ **Surveiller systématiquement** la situation pour mieux comprendre l'étendue et les effets de la pollution au chlordécone.
- ▶ Allouer des **ressources à la recherche** pour développer des **nouvelles techniques de décontamination** plus efficaces.

AMÉLIORER LA GOUVERNANCE DE L'EAU EN RENFORÇANT LES CAPACITÉS TECHNIQUES

- ▶ Offrir et/ou faciliter **des formations et des outils** sur la gestion des actifs, la détection des fuites, la régulation du réseau, l'inventaire du réseau, entre autres, afin d'aider les opérateurs de réseaux.
- ▶ Accroître la transparence et le **partage d'informations** en temps utile sur l'état d'avancement des opérations menées par les opérateurs.

Besoins identifiés dans le Domaine clé 2 : accès à un logement adéquat

RÉNOVER ET ADAPTER L'OFFRE DE LOGEMENTS À L'ÉVOLUTION DES BESOINS ET DES PRIORITÉS

- ▶ **Rénover et restructurer le parc social existant** pour mieux répondre aux besoins des ménages plus modestes, notamment en transformant les grandes unités en plus petites. De plus, accorder la priorité à la diversité dans la conception des nouveaux logements sociaux afin de répondre aux différents profils des ménages.
- ▶ **Accompagner les locataires sociaux** dans leur vieillissement en leur permettant de rester chez eux (accompagnement social, adaptation du logement, etc.), tout en proposant des solutions complémentaires au sein du parc social (résidences et foyers pour personnes âgées).
- ▶ **Contribuer à la rénovation du parc privé ancien et dégradé** situé dans les centres-villes et souvent vacant ou occupé par des ménages à faibles revenus.

PROMOUVOIR L'INDUSTRIE LOCALE DE LA CONSTRUCTION AFIN D'EXPLOITER LE SAVOIR-FAIRE LOCAL ET TRADITIONNEL

- ▶ **Soutenir les industries locales et les matériaux biosourcés**, tels que le bambou qui peut être utilisé comme matériau de construction et a la capacité d'absorber le carbone.
- ▶ **Assouplir le cadre des projets de construction et de développement** en proposant l'adaptation des exigences réglementaires ou en créant un environnement propice à une participation accrue des PME aux appels d'offres. Cela inclut une meilleure visibilité sur les opérations futures, la sensibilisation et le renforcement des capacités de collaboration entre les PME.
- ▶ **Développer des plateformes locales d'expertise en rénovation**, offrant un soutien intégré aux propriétaires privés, depuis le conseil jusqu'aux solutions de financement pour la rénovation. Cela peut prendre la forme de guichets uniques.

ÉTABLIR DES PARTENARIATS TERRITORIAUX MULTISECTORIELS POUR PROMOUVOIR LE DÉVELOPPEMENT DE POLITIQUES ET DES APPROCHES EN MATIÈRE DE LOGEMENT ADAPTÉES ET SENSIBLES AU VIEILLESSEMENT

- ▶ **Favoriser la coordination** entre les services chargés du développement économique, des transports, de l'emploi, de la santé et de l'environnement afin de soutenir les politiques et les mesures en matière de logement qui s'efforcent d'offrir des logements adéquats, bien reliés et économes en ressources.

RENFORCER LA PRISE DE CONSCIENCE ET LA CONNAISSANCE DES CONDITIONS ET DES PROCÉDURES À SUIVRE POUR BÉNÉFICIER DES SUBVENTIONS EXISTANTES POUR LA RÉNOVATION DES LOGEMENTS

- ▶ **Organiser des ateliers locaux de renforcement des capacités et de sensibilisation** en coopération avec les autorités locales. L'objectif étant d'informer sur les subventions actuellement disponibles, c'est-à-dire « Agir Plus » et les éco-prêts à taux zéro. Ces ateliers fourniront des conseils sur les critères d'éligibilité et la procédure à suivre pour y accéder. Cela peut être particulièrement utile pour l'isolation des logements dans les zones affectées par l'humidité, les températures élevées et les coûts énergétiques en hausse.

Annexes

Annexe 1 - Références

¹ Subdivision administrative de la France qui exerce à la fois les compétences d'une région et d'un département.

-
- ² Six zones d'emploi en Martinique, Insee, 2020. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4655410>
- ³ Recensement de la population en Martinique : 364 508 habitants au 1^{er} janvier 2019, Corentin Douriaud, Xavier Reif (Insee), 2021. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6012596>
- ⁴ Agence régionale, Martinique, s.d. <https://www.brgm.fr/en/regional-agency/martinique>
- ⁵ Recensement de la population en Martinique : 364 508 habitants au 1^{er} janvier 2019, Corentin Douriaud, Xavier Reif (Insee), 2023. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6012596>
- ⁶ Ibid.
- ⁷ La demande de logement social en Martinique, L'Union sociale pour l'habitat, 2021. https://www.union-habitat.org/sites/default/files/communiques/documents/2021-11/brochure_la_demande_de_logement_social_en_martinique.pdf
- ⁸ La Martinique face au vieillissement de la population : hausse importante du nombre de seniors dépendants à l'horizon 2030, Marcelle Jeanne-Rose, Baptiste Raimbaud, Floraline Cratère (Insee), 2020. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4796029>
- ⁹ Les chiffres proviennent de 2017 https://doc.cerema.fr/Default/doc/SYRACUSE/21972/ameliorer-la-resilience-des-services-publics-d-eau-potable-et-d-assainissement-dans-les-drom-et-a-sa?_lg=fr-FR
- ¹⁰ Les chiffres clés 2020 de l'eau potable et de l'assainissement en Martinique, Office de l'eau Martinique, 2020. <https://www.observatoire-eau-martinique.fr/documents/ODE-chiffreclé2020-WEB.pdf>
- ¹¹ Programme de travail FEDER 2021-2027
- ¹² L'aspect du bâtiment est une information spécifique aux départements français d'outre-mer. Elle permet de répartir les logements selon les modalités suivantes : habitations de fortune ; cases traditionnelles ; maisons ou immeubles en bois ; maisons ou immeubles en dur.
- ¹³ La demande de logement social en Martinique, L'Union sociale pour l'habitat, 2021. https://www.union-habitat.org/sites/default/files/communiques/documents/2021-11/brochure_la_demande_de_logement_social_en_martinique.pdf
- ¹⁴ Améliorer la résilience des services publics d'eau potable et d'assainissement dans les DROM et à Saint-Martin : Connaître les risques de perturbation des services, Cerema, 2021. https://doc.cerema.fr/Default/doc/SYRACUSE/21972/ameliorer-la-resilience-des-services-publics-d-eau-potable-et-d-assainissement-dans-les-drom-et-a-sa?_lg=fr-FR
- ¹⁵ Les chiffres de l'eau potable en Martinique, Observatoire de l'eau Martinique, 2021. <https://www.observatoire-eau-martinique.fr/services-d-eau-potable-et-d-assainissement/eau-potable/les-chiffres-de-l-eau-potable-en-martinique>
- ¹⁶ Les chiffres clés 2020 de l'eau potable et de l'assainissement en Martinique, Office de l'eau Martinique, 2020. <https://www.observatoire-eau-martinique.fr/documents/ODE-chiffreclé2020-WEB.pdf>
- ¹⁷ Fiche de métadonnées du jeu Services publics d'eau potable - jeux de données exploités pour les rapports nationaux, SISPEA, 2022 <https://data.eaufrance.fr/jdd/7d6a3010-cf19-42c3-8a38-9823074185ce>
- ¹⁸ Ibid.
- ¹⁹ Ibid.
- ²⁰ Ibid.
- ²¹ Cet indicateur se réfère au prix de l'eau par m³ pour 120 m³ TTC. Il est cependant difficile de préciser le prix d'un m³ d'eau en France, car différents tarifs sont appliqués. En moyenne, le prix de l'eau est toutefois estimé à 2,11 €/m³ pour l'eau potable au 1^{er} janvier 2021, sur la base d'une consommation annuelle de 120 m³ (chiffres publiés dans le dernier rapport SISPEA en juillet 2022).
- ²² Prix moyen TTC de l'eau potable en France en 2020, eau en France, 2023. <https://economie.eaufrance.fr/chiffres-cles/prix-moyen-ttc-de-leau-potable-en-france-en-2020>
- ²³ Fiche de métadonnées du jeu Services publics d'eau potable - jeux de données exploités pour les rapports nationaux, SISPEA, 2022. <https://data.eaufrance.fr/jdd/7d6a3010-cf19-42c3-8a38-9823074185ce>
- ²⁴ Les chiffres datent de 2017. Améliorer la résilience des services publics d'eau potable et d'assainissement dans les DROM et à Saint-Martin : Connaître les risques de perturbation des services, Cerema, 2021. https://doc.cerema.fr/Default/doc/SYRACUSE/21972/ameliorer-la-resilience-des-services-publics-d-eau-potable-et-d-assainissement-dans-les-drom-et-a-sa?_lg=fr-FR
- ²⁵ Bilan économique 2022 - Martinique, Insee, 2023. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/7621705?sommaire=7343444>
- ²⁶ REPLAY. Inflation galopante en Martinique, à la Une de l'Info Outre-mer, Le portail des Outre-mer, 2023. <https://la1ere.francetvinfo.fr/replay-inflation-galopante-en-martinique-a-la-une-de-l-info-outre-mer-1372854.html>
- ²⁷ Cet indicateur fait référence au processus de collecte d'échantillons d'eau dans le réseau de distribution d'eau afin d'évaluer la qualité microbiologique de l'eau fournie aux consommateurs.
- ²⁸ Fiche de métadonnées du jeu Services publics d'eau potable - jeux de données exploités pour les rapports nationaux, SISPEA, 2022. <https://data.eaufrance.fr/jdd/7d6a3010-cf19-42c3-8a38-9823074185ce>
- ²⁹ Cet indicateur se réfère au processus de collecte d'échantillons d'eau dans le réseau de distribution afin d'évaluer la qualité physico-chimique de l'eau fournie aux consommateurs.

- ³⁰ Fiche de métadonnées du jeu Services publics d'eau potable - jeux de données exploités pour les rapports nationaux, SISPEA, 2022. <https://data.eaufrance.fr/jdd/7d6a3010-cf19-42c3-8a38-9823074185ce>
- ³¹ Ibid.
- ³² Les chiffres clés 2020 de l'eau potable et de l'assainissement en Martinique, Office de l'eau Martinique. <https://www.observatoire-eau-martinique.fr/documents/ODE-chiffreclé2020-WEB.pdf>
- ³³ Appelées communautés d'agglomérations, elles regroupent plusieurs communes ou municipalités.
- ³⁴ Améliorer la résilience des services publics d'eau potable et d'assainissement dans les DROM et à Saint-Martin : Connaître les risques de perturbation des services, Cerema, 2021. https://doc.cerema.fr/Default/doc/SYRACUSE/21972/ameliorer-la-resilience-des-services-publics-d-eau-potable-et-d-assainissement-dans-les-drom-et-a-sa?_lg=fr-FR
- ³⁵ Plan National de Relance et de Résilience. Gouvernement français, 2021. https://efaidnbmnnnibpcajpcgclefindmkaj/https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/plan-de-relance/PNRR%20Francais.pdf
- ³⁶ Programme régional FEDER-FSE+ Martinique 2021-2027.
- ³⁷ Interreg Caraïbes, 2024. <https://www.caribsan.eu/en/>
- ³⁸ Partenaires, Interreg Caraïbes, 2024. <https://www.caribsan.eu/es/presentaci%C3%B3n/nuestros-socios.html>
- ³⁹ Le plan de relance européen contribue au financement du plan national, avec des subventions d'environ 40 milliards d'euros sur les 100 milliards d'euros du plan français intitulé "France Relance" (Plan de relance et de résilience français - PRR - pour 2021-2026).
- ⁴⁰ Les territoires français d'outre-mer vont au-delà des "régions ultrapériphériques" de l'UE et comprennent la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française, Saint-Barthélemy, Saint-Pierre-et-Miquelon, les Terres Australes et Antarctiques Françaises et les îles de Wallis-et-Futuna.
- ⁴¹ Améliorer la résilience des services publics d'eau potable et d'assainissement dans les DROM et à Saint-Martin : Connaître les risques de perturbation des services, Cerema, 2021. https://doc.cerema.fr/Default/doc/SYRACUSE/21972/ameliorer-la-resilience-des-services-publics-d-eau-potable-et-d-assainissement-dans-les-drom-et-a-sa?_lg=fr-FR
- ⁴² La gestion de l'eau et de l'assainissement dans les Outre-mer, Conseil économique, social et environnemental, 2022. https://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Avis/2022/2022_15_gestion_eau.pdf
- ⁴³ L'Office de l'Eau de la Martinique apporte un soutien financier à travers le programme pluriannuel d'intervention (<https://www.eaumartinique.fr/aides-financieres-redevances/programme-d-aides-financieres/programme-pluriannuel-d-intervention>) et le système de financement de l'assainissement des particuliers (<https://www.eaumartinique.fr/aides-financieres-redevances/programme-d-aides-financieres/dfap-dispositif-de-financement-de-l-assainissement-pour-les-particuliers>).
- ⁴⁴ Dossier Départemental des Risques Majeurs en Martinique, (972), préfet de la Martinique, 2014. https://www.martinique.gouv.fr/contenu/telechargement/9321/73171/file/DDRM%20972_20%20janvier%202014.pdf
- ⁴⁵ De nouvelles coupures d'eau dans huit communes de Martinique ce jeudi 9 avril 2020, Martinique.1, 2020. <https://la1ere.francetvinfo.fr/martinique/le-manque-d-eau-821424.html>
- ⁴⁶ Eau en Martinique et en Guadeloupe : une commission d'enquête parlementaire " exigée ", France Antilles Martinique, 2020. <https://www.martinique.franceantilles.fr/actualite/societe/eau-en-martinique-et-en-guadeloupe-une-commission-denquete-parlementaire-exigee-204100.php>
- ⁴⁷ Eau potable : Les contrôles en toute transparence, Agence régionale de Santé Martinique, 2020. <https://www.martinique.ars.sante.fr/eau-potable-les-contrôles-en-toute-transparence>
- ⁴⁸ Fiche de métadonnées du jeu Services publics d'eau potable - jeux de données exploités pour les rapports nationaux, SISPEA, 2022. <https://data.eaufrance.fr/jdd/7d6a3010-cf19-42c3-8a38-9823074185ce>
- ⁴⁹ Ibid.
- ⁵⁰ Cet indicateur se réfère au taux d'interruption imprévue de l'approvisionnement en eau des consommateurs.
- ⁵¹ La nécessaire gestion durable de l'eau en Martinique, Bertin Y, 2019 <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-regionaux/la-france-des-territoires-en-mutation/articles-scientifiques/gestion-eau-martinique>
- ⁵² Ibid.
- ⁵³ Fiche de métadonnées du jeu Services publics d'eau potable - jeux de données exploités pour les rapports nationaux, SISPEA, 2022. <https://data.eaufrance.fr/jdd/7d6a3010-cf19-42c3-8a38-9823074185ce>
- ⁵⁴ Les chiffres clés 2020 de l'eau potable et de l'assainissement en Martinique, Office de l'eau Martinique, 2020. <https://www.observatoire-eau-martinique.fr/documents/ODE-chiffreclé2020-WEB.pdf>
- ⁵⁵ Les chiffres de l'eau potable en Martinique, Observatoire de l'eau Martinique, 2021. <https://www.observatoire-eau-martinique.fr/services-d-eau-potable-et-d-assainissement/assainissement-collectif>
- ⁵⁶ Les Chifres clés 2020 de l'eau potable de l'assainissement en Martinique, Office de l'eau Martinique, 2020. <https://www.observatoire-eau-martinique.fr/documents/ODE-chiffreclé2020-WEB.pdf>
- ⁵⁷ Programme de travail FEDER 2021-2027

-
- ⁵⁸ La nécessaire gestion durable de l'eau en Martinique, Bertin Y, 2019. <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-regionaux/la-france-des-territoires-en-mutation/articles-scientifiques/gestion-eau-martinique>
- ⁵⁹ L'assainissement de l'eau à la Martinique, Office de l'eau Martinique, 2018. <https://www.eaumartinique.fr/actualites-focus/190-focus-2/536-l-assainissement-de-l-eau-a-la-martinique>
- ⁶⁰ Assainissement non collectif et milieux aquatiques, Observatoire de l'eau, 2022. <https://www.observatoire-eau-martinique.fr/etudes-connaissances-expertises/expertise-et-assistance-technique/assainissement-non-collectif-et-milieux-aquatiques>
- ⁶¹ Le logement en 2020, Département de la Martinique, INSEE, 2020. <https://www.insee.fr/en/statistiques/7635864?geo=DEP-972&q=number+of+rooms>
- ⁶² Ibid.
- ⁶³ L'essentiel sur... la Martinique, Insee, 2023. https://www.insee.fr/fr/statistiques/4482393#figure2_radio1
- ⁶⁴ Le logement en Martinique - Faible mobilité et parcours résidentiel atypique, Audrey Naulin, Nicolas Kempf (Insee), 2017. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2844853>
- ⁶⁵ La demande de logement social en Martinique, L'Union sociale pour l'habitat, 2021. https://www.union-habitat.org/sites/default/files/communiques/documents/2021-11/brochure_la_demande_de_logement_social_en_martinique.pdf
- ⁶⁶ Données et études statistiques, Pour le changement climatique, l'énergie, l'environnement, le logement, et les transports, Ministère de la Transition écologique et de la cohésion des territoires, 2022 <https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/au-1er-janvier-2022-159-des-residences-principales-sont-des-logements-locatifs-sociaux>
- ⁶⁷ La demande de logement social en Martinique, L'Union sociale pour l'habitat, 2021. https://www.union-habitat.org/sites/default/files/communiques/documents/2021-11/brochure_la_demande_de_logement_social_en_martinique.pdf
- ⁶⁸ Ibid.
- ⁶⁹ Le logement social au 1er janvier 2022. Comparaisons régionales et départementales, INSEE, 2023. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2134423>
- ⁷⁰ Ibid.
- ⁷¹ Le logement en 2020, INSEE, 2020. <https://www.insee.fr/en/statistiques/7635864?geo=DEP-972&q=number+of+rooms>
- ⁷² Ibid.
- ⁷³ Logements et résidences principales en 2020. Recensement de la population, INSEE, 2020. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/7631186?sommaire=7631713>
- ⁷⁴ Plan logement outre-mer 2019-2022, Ministère de la Transition Ecologique et de la Cohésion des territoires, Ministère de la Transition Energétique, 2023. <https://www.ecologie.gouv.fr/plan-logement-outre-mer-2019-2022>
- ⁷⁵ Le Programme Local de l'Habitat, CAP Nord Martinique, 2013. [http://www.capnordmartinique.fr/amenagement-et-transport/habitat-et-logement/le-programme-local-de-l-habitat#:~:text=Le%20Programme%20Local%20de%20l'Habitat%20\(PLH\)%20est%20un,les%20actions%20de%20renouvellement%20urbain.](http://www.capnordmartinique.fr/amenagement-et-transport/habitat-et-logement/le-programme-local-de-l-habitat#:~:text=Le%20Programme%20Local%20de%20l'Habitat%20(PLH)%20est%20un,les%20actions%20de%20renouvellement%20urbain.)
- ⁷⁶ Programme Local de l'Habitat (PLH), CACEM, s.d. <https://www.cacem.fr/vie-pratique-2/equilibre-social-de-l-habitat/programme-local-de-l-habitat-plh/>
- ⁷⁷ La lettre de l'habitat, Observatoire de l'habitat de la Martinique, 2020. http://habitat972.fr/doc/Lettre_habitat_2020-2.pdf
- ⁷⁸ Plan seisme Antilles 3ème phase, DEAL de Martinique, 2021. <https://www.martinique.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Securite-civile-Risques-majeurs/Risques-majeurs/Plan-seisme-Antilles-3eme-phase>
- ⁷⁹ Financement du logement, DEAL de Martinique, s.d. <https://www.martinique.developpement-durable.gouv.fr/financement-du-logement-r90.html>
- ⁸⁰ Avis fait au nom de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi (n° 4482) de finances pour 2022, Tome V, Outre-Mer, Assemblée nationale, 2022. https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cion_lois/l15b4525-tv_rapport-avis
- ⁸¹ La politique du logement dans les outre-mer - Rapport, Sénat, 2021. <https://www.senat.fr/rap/r20-728-1/r20-728-13.html>
- ⁸² Redonner de l'attractivité et du dynamisme aux centres des villes moyenne, Agence Nationale de la cohésion des territoires, 2023. <https://agence-cohesion-territoires.gouv.fr/action-coeur-de-ville-42>
- ⁸³ Améliorer la qualité de vie dans les petites centralités et les territoires ruraux alentours, par des trajectoires dynamiques et engagées dans la transition écologique, Petites villes de demain, s.d. <https://agence-cohesion-territoires.gouv.fr/petites-villes-de-demain-45>
- ⁸⁴ France Relance : 10 villes martiniquaises intègrent le programme, Petites villes de demain, 2021. <https://www.martinique.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/France-Relance/France-Relance-10-villes-martiniquaises-integrent-le-programme-Petites-villes-de-demain>
- ⁸⁵ Fonds Barnier, DEAL de la Martinique, 2022. <https://www.martinique.developpement-durable.gouv.fr/fonds-barnier-a1764.html>

⁸⁶ Ibid.

⁸⁷ Programme régional FEDER-FSE+ Martinique 2021-2027.

⁸⁸ Cohésion 2021-2027 FEDER - FSE+, L'union sociale pour l'habitat, 2023. https://www.union-habitat.org/sites/default/files/articles/documents/2023-05/note_thematique_1_-_leurope_investit_le_logement_social_de_votre_region_-_decodeur_investeuhtm-1.pdf

⁸⁹ France Relance : logement, construction et rénovation du bâtiment, Ministère de la Transition Énergétique de la Cohésion des territoires, Ministère de la Transition Énergétique, 2021. <https://www.ecologie.gouv.fr/france-relance-logement-construction-et-renovation-du-batiment>

⁹⁰ Plan National de Relance et de Résilience. Gouvernement français, 2021.

https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/plan-de-relance/PNRR%20Francais.pdf

⁹¹ La demande de logement social en Martinique, L'Union sociale pour l'habitat, 2021. https://www.union-habitat.org/sites/default/files/communiqués/documents/2021-11/brochure_la_demande_de_logement_social_en_martinique.pdf

⁹² Le parc locatif social en Martinique au 1er janvier 2022, préfet de la Région Martinique, 2022.

https://dreal.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/parc_social/2022/martinique/dpe.html

⁹³ La demande de logement social en Martinique, L'Union sociale pour l'habitat, 2021. https://www.union-habitat.org/sites/default/files/communiqués/documents/2021-11/brochure_la_demande_de_logement_social_en_martinique.pdf

⁹⁴ Ibid.

⁹⁵ Rapport annuel économique, Iedom, 2022. https://www.iedom.fr/IMG/pdf/rapport_annuel_2022_martinique_bd.pdf

⁹⁶ L'état du mal-logement en France 2023, Rapport annuel #28, Fondation Abbé Pierre, 2023. https://www.fondation-abbe-pierre.fr/sites/default/files/2023-01/REML2023_WEB.pdf

⁹⁷ Rapport annuel économique, Iedom, 2022. https://www.iedom.fr/IMG/pdf/rapport_annuel_2022_martinique_bd.pdf

⁹⁸ La demande de logement social en Martinique, L'Union sociale pour l'habitat, 2021. https://www.union-habitat.org/sites/default/files/communiqués/documents/2021-11/brochure_la_demande_de_logement_social_en_martinique.pdf

⁹⁹ Pour caractériser le confort du logement, 12 défauts graves ont été relevés dans l'enquête logement, souvent menée par l'Insee, dont la présence d'une propriété voisine à moins de 10 mètres. Insee, 2017 Les conditions de logement en France

¹⁰⁰ Le logement en Martinique - Faible mobilité et parcours résidentiel atypique, Audrey Naulin, Nicolas Kempf (Insee), 2017. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2844844?sommaire=2844853>

¹⁰¹ L'humidité relative et son impact sur le système immunitaire et les infections, Gabriella Guarnieri et al, 2023. <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC10253274/#:~:text=Higher%20or%20lower%20levels%20of,pollen%2C%20mites%2C%20and%20mould.>